GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 10 septembre 2020

CLAUSTRE Julie. *Cameroun : comment comprendre la crise de ses régions anglophones ?,* Note d'Analyse du GRIP, 10 septembre 2020, Bruxelles.

http://www.grip.org/cameroun-crise-region-anglophone

NOTE D'ANALYSE

Cameroun : comment comprendre la crise de ses régions anglophones ?

par **Julie Claustre**

10 septembre 2020

Résumé

Le Cameroun fait face, depuis fin 2016, à une crise politique et sociale opposant ses régions anglophones à la gouvernance à majorité francophone. Fédéralisé en 1961, avec le rattachement des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, le Cameroun devient un état unitaire dès 1972, ce qui marque un tournant symbolique pour les populations anglophones. Dès lors, des tensions identitaires, politiques, économiques et sociales s'observent, exacerbées par des mesures successives, au détriment de la minorité anglophone, qui manifeste son mécontentement. Le basculement dans une crise menaçant l'intégrité territoriale du pays, découle d'un contexte sécuritaire actuel plus tendu (incursions terroristes au nord) donnant lieu à une politique plus répressive, y compris contre les manifestations. Le conflit est maintenant dominé par les deux groupes les plus actifs : d'un côté les défenseurs de l'état unitaire, de l'autre les séparatistes.

_____

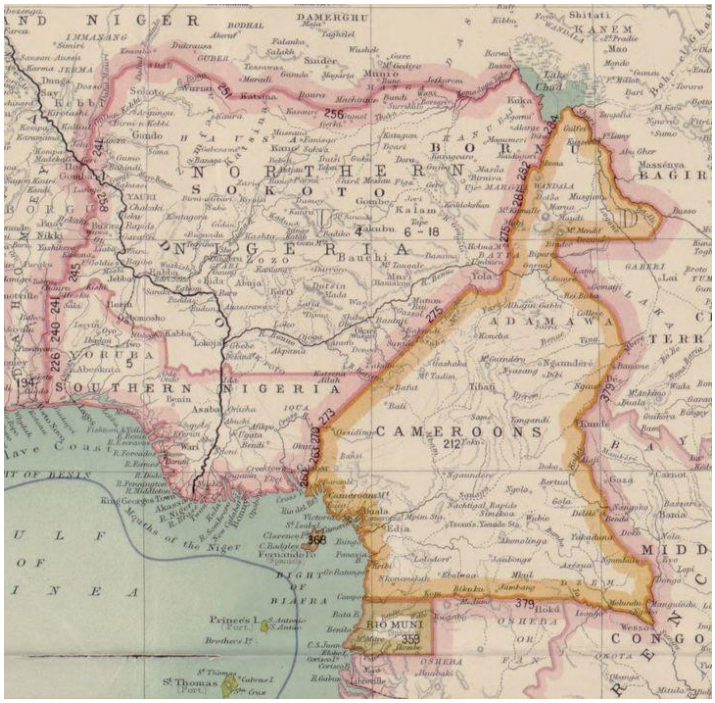
Abstract

Cameroon is facing, since 2016, a political and social crisis, opposing its Anglophone regions to the Francophone-majority governance. Following the incorporation of the South-West and North-West regions into Francophone Cameroon, federalism is declared in 1961. In 1972, Cameroon makes a symbolic *volte-face* for the Anglophone minority, and returns to a unitary state. Since then, identity, political, economic and social tensions can be seen, exacerbated by successive measures taken at the cost of the Anglophone minority, who expresses its anger. The shift into a full-blown crisis, threatening the territorial integrity of Cameroon, can be explained by a change in the security environment (with terrorist incursions in the North), which paved the way for a more repressive policy against demonstrations. Hence, the conflict is now dominated by the two most vocal groups: on one hand the defenders of a unitary state, and on the other, the separatists.

Introduction

Au cours des derniers mois, les régions anglophones du Cameroun ont connu une nouvelle vague de violences liées à la crise qui oppose la minorité anglophone au gouvernement camerounais. Plusieurs travailleurs humanitaires ont été pris pour cible, victimes d'attaques et de harcèlement. Le meurtre de l'un d'eux, par des hommes armés non identifiés, le 7 août 2020, a été condamné par l'ONU, qui demande aux acteurs armés de ce conflit de respecter le travail des humanitaires[1]. Le 11 août, une jeune femme, Confort Tumassang, est brutalement tuée par des présumés séparatistes. Son meurtre est filmé et la vidéo, diffusée sur les réseaux sociaux, provoque l'indignation. *Human Rights Watch* notamment, en appelle aux dirigeants des groupes séparatistes armés, afin de cesser les violences contre les civils[2].

Depuis 2016, le Cameroun, qui a longtemps fait figure d'îlot de stabilité dans une région agitée, fait ainsi face à une grave crise dans ses territoires anglophones situés à l'ouest du pays. Au niveau national, cette crise vient s'ajouter, dans le nord, aux attaques meurtrières menées par Boko Haram depuis 2012 contre les populations et les forces de sécurité et, dans l'Est, aux incursions répétées de groupes armés centrafricains. Jusqu'à présent, le conflit dans l'Ouest est probablement le plus meurtrier des trois que connait le pays. Il aurait causé plus de 3 000 morts et 600 000 déplacés[3]. Il est par ailleurs probablement celui qui met le plus en évidence les tensions identitaires, économiques, politiques et sociales qui secouent le Cameroun et qui portent en elles une remise en question de l'intégrité territoriale du pays.



Carte 1 : Découpage de l'ex Kamerun post 1919
Source : Library of Congress, General map of Africa

Les racines du conflit entre anglophones et gouvernance francophone remontent à la colonisation de la région par les puissances européennes. Déclaré protectorat allemand sous le nom de *Kamerun* en 1884, le pays a été divisé par la Société des nations selon des modalités établies par les empires coloniaux français et britannique après la défaite du *Reich* lors de la Première Guerre mondiale. La partie occidentale du pays, ou *British Cameroons*, limitrophe du Nigeria, a été attribuée au Royaume-Uni, tandis que la plus grande partie du pays s'est trouvée

1. *L'ONU condamne le meurtre d'un travailleur humanitaire au Cameroun*, ONU, 11 août 2020.
2. MUDGE Lewis, « Une vidéo révèle un meurtre horrible commis au Cameroun », *Human Rights Watch*, 14 août 2020.
3. International Crisis Group, « Cameroon », décembre 2019.

intégrée dans l'Afrique équatoriale française[4]. Dans chacune des entités, la langue du colonisateur a été imposée.

Après les proclamations d'indépendance du Cameroun et du Nigeria, toutes deux en 1960, un référendum a été organisé le 11 février 1961 dans les deux régions constituant les ex-*British Cameroons*. Il s'est soldé par des résultats contrastés. Alors que dans la région des *Northern Cameroons* – majoritairement musulmane – la population a choisi à 60 % d'adhérer au Nigeria (pays anglophone), dans celle des *Southern Cameroons* – majoritairement chrétienne et animiste – plus de 70 % des votants ont opté pour le Cameroun[5]. Cette minorité anglophone a donc rejoint un pays à majorité francophone, justifiant la formule d'un État fédéral avec deux langues officielles, deux cultures et deux héritages coloniaux.

Il est important de noter que les éléments de compréhension de la crise anglophone sont fortement sujets aux interprétations subjectives, surtout en ce qui concerne l'histoire coloniale du pays. Bien que les effets de l'ère coloniale et post-coloniale soient indéniables sur la crise anglophone, les clés de lecture du contexte contemporain ne sont pas adéquates pour lire les événements passés. Il convient donc de prendre un certain recul sur ces analyses, surtout concernant la construction communautaire du Cameroun anglophone, qui a fortement évolué depuis. De plus, l'utilisation, dans certaines sources, des termes « anglophone » ou « francophone » pour se référer de manière interchangeable aux élites anglophones ou francophones et aux populations anglophones et francophones peut également induire en erreur. Ce texte s'applique à différencier ces acteurs afin de faciliter la compréhension des enjeux.

Il est tout aussi crucial de se méfier d'une lecture trop binaire renvoyant une image de la société camerounaise à deux aires, francophone et anglophone, hermétiques et homogènes. Les deux espaces sont tous les deux plus diversifiés que ce qu'une lecture mettant l'accent sur ce qui distingue et qui parfois oppose les élites politiques des deux régions tend à suggérer. La clé de lecture anglophone/francophone reste globalement valide du fait des disparités politiques et économiques persistantes à un niveau macro entre régions anglophones et francophones. Ce sont ces inégalités qui sont utilisées pour justifier les critiques du système de gouvernance actuel.

Cette Note d'Analyse retrace d'abord les origines de la crise anglophone en remontant aux héritages coloniaux qui ont généré des espoirs déçus. Elle expose ensuite la radicalisation du mouvement contemporain et sa logique parfois violente.

---

4. RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François, « Sous la crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques », *Document de travail DT/2018-10 DIAL*, 2018, p. 5.

5. Pour les résultats du référendum : NOHLEN Dieter, KRENNERICH Michael et THIBAUT Bernhard, « Elections in Africa : a data handbook », *Oxford*, p. 177 et pour les disparités religieuses : Secrétariat général de la défense nationale, « L'Afrique sub-saharienne : sécurité, stabilité et développement », *La Documentation française*, Paris, 1993, p. 401-410.

Aux origines de la crise : des espoirs déçus

En administrant les *Northern* et *Southern Cameroons* comme parties intégrantes du Nigeria sous l'*Indirect Rule,* le Royaume-Uni a créé l'apparence d'une colonie sous tutelle nigériane plutôt que britannique, du fait de la délégation consentie par Londres à Lagos. Cette situation a provoqué un ressentiment anti-nigérian dans les *Southern Cameroons*, seuls par la suite à se rattacher au Cameroun francophone. L'intégration au Nigeria a permis aux Nigérians riverains, plus diplômés, d'accéder aux meilleurs emplois du *Southern Cameroons*, privant ainsi les populations autochtones de ces mêmes opportunités. La question du développement économique de la région est aussi centrale dans la compréhension des inégalités. La *Cameroon Development Corporation* (CDC), créée par les Britanniques en 1947, fait passer de nombreuses terres agricoles privées sous contrôle public. Les agriculteurs ont ainsi perdu leurs terres et revenus associés[6]. Ce traitement a renforcé la rancœur des anglophones camerounais et explique en partie leur volonté de se détacher du Nigeria en 1961[7].

Selon Piet Konings, sociologue, la posture des populations du Cameroun anglophone traduit, au moment des indépendances nationales, davantage un rejet de l'appartenance au Nigeria qu'un mariage enthousiaste avec le Cameroun francophone[8]. Cette dynamique a plus tard servi de base pour nourrir une forme d'identité distincte et une ambition d'autodétermination au sein des régions anglophones camerounaises.

Nicodemus Fru Awasom, de l'Université d'Eswatini, retrace les événements ayant conduit au référendum et à ce qu'il nomme précisément la « *réunification* » du Cameroun[9]. Il établit d'abord que les électeurs anglophones ont eux-mêmes choisi de se joindre à la République du Cameroun et que cette décision n'était donc pas imposée par le Cameroun francophone. Awasom précise que le mouvement pro-réunification au *Southern Cameroons* était porté majoritairement par des Francophones immigrés dans cette région.

De même, le soutien du *Kamerun National Democratic Party* (KNDP), l'un des partis politiques de la région anglophone pour la réunification, serait attribuable au travail des lobbies camerounais francophones.

---

6. WARNIER Jean-Pierre, « Konings, Piet – Labour resistance in Cameroon. Managerial strategies and labour resistance in the agro-industrial plantations of the Cameroon Development Corporation », Compte rendu, *Cahiers d'Études africaines*, n° 137, 1995, p. 280.

7. KONINGS Piet, « The Anglophone Cameroon-Nigeria Boundary : Opportunities and Conflicts », *African Affairs*, vol. 104, n° 415, 2005, p. 278 et 282-3.

8. KONINGS Piet, *op. cit*. 7, p. 283.

9. AWASOM Nicodemus Fru, « The reunification question in Cameroon history : was the bride an enthusiastic or a reluctant one ? », *Africa Today*, vol. 47, n° 2, 2000, p. 91-119.

Toujours selon Awasom, la réunification s'explique par « *une combinaison de politique interne dans les deux Cameroun et, avant tout, par une manipulation internationale aux Nations unies*[10]. » La « *manipulation internationale* » que mentionne Awasom se réfère aux pressions externes lors de l'organisation du référendum, donc à l'influence du Royaume-Uni et du « *bloc africain* »[11] sur la décision des Nations unies. Le premier craignait qu'une région des *Southern Cameroons* indépendante ne soit pas viable économiquement et qu'elle dépende des subsides britanniques, le second s'opposait à l'émergence de micro-états en Afrique.

La réunification avec le Cameroun permettait d'échapper à la gouvernance nigériane, mais le but premier de l'élite politique camerounaise anglophone était le développement économique, politique et social des *Southern Cameroons*. Alors que les élites politiques anglophones souhaitaient formuler la question référendaire selon l'intégration ou la sécession avec le Nigeria, la formulation finale proposait l'accès à l'indépendance à travers l'intégration soit au Nigeria soit au Cameroun. Le soutien populaire pour la réunification n'était pas garanti, mais le leader du KNDP, John Ngu Foncha a réussi à réunir le soutien de sa région d'origine – le Grassland, Nord-Ouest et Ouest actuels, des territoires très peuplés – en articulant l'idée de réunification comme d'une union libre qui permettrait une future indépendance. Awasom en conclut que la majorité de la population, dans les régions anglophones et francophones, était soit opposée soit indifférente à la réunification[12], puisque ce qui importait était *in fine* l'accès à l'indépendance[13].

Il est difficile d'affirmer que l'opinion publique anglophone a été manipulée ou qu'elle a réellement été convaincue par les promesses d'indépendance du Cameroun. Le fait que le pouvoir de Yaoundé n'a pas tenu ses engagements par la suite est peut-être plus important dans l'explication de la hausse des tensions.

L'enthousiasme envers le rattachement au Cameroun francophone fait cependant défaut au sein des régions anglophones. S'il n'y a pas au moment du référendum de crise *per se* entre francophones et anglophones, ces derniers ont progressivement nourrit des griefs envers le système de gouvernance actuel à majorité francophone.

Les revendications anglophones regroupent un ensemble d'aspirations à l'égalité qui impliquent un changement de l'ordre établi et qui s'expriment aujourd'hui sous des formes plus ou moins radicales.

---

10. AWASOM Nicodemus Fru, *op. cit.* 9 p. 105-106.
11. Terme employé par Awasom et qui inclut le Ghana, la Guinée, le Liberia, la Libye, le Soudan, le Maroc, la Tunisie et la République arabe unie (actuelles Égypte et Syrie), tous anticolonialistes.
12. AWASOM Nicodemus Fru, *op. cit*. 9, p. 113.
13. PELATAN Marie, « La crise anglophone au Cameroun : raisons, enjeux et solutions », *La Vigie*, 23 novembre 2018.

À la suite du référendum de 1961, le Cameroun est devenu une République fédérale, découpée en régions administratives (voir carte 2), dont deux (en hachuré rouge sur la carte) – le Nord-Ouest avec Bamenda pour chef-lieu et le Sud-Ouest avec Buea pour chef-lieu – correspondent aux ex-*Southern Cameroons*. Ces deux régions totalisent aujourd'hui environ 4,5 millions d'habitants, soit près de 20 % de la population camerounaise[14]. Par ailleurs, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont appelées « Ambazonie » par les séparatistes.



Carte 2 : Découpage administratif du Cameroun
Source : CIA Library

Outre les conséquences de l'administration coloniale (dénuement économique notamment), d'autres mesures ont affaibli progressivement le poids politique, économique et culturel des anglophones et ont alimenté les frustrations. En 1972, à l'initiative du président Ahmadou Ahidjo, un référendum permet la proclamation d'une « *République unie du Cameroun* », mettant fin au fédéralisme. Selon le professeur Fabien Nkot de l'Université Yaoundé 2, ce référendum, dont la constitutionalité reste encore aujourd'hui critiquée juridiquement et surtout politiquement, a été lu par les anglophones comme une manœuvre d'Ahidjo pour s'assurer du monopole du pouvoir[15].

Le gouvernement francophone espérait *a minima* restreindre l'influence britannique (dont l'héritage judiciaire et la tradition du partage et de l'accès aux terres) et asseoir son autorité[16] face à une minorité anglophone qui considérait la fin du fédéralisme comme l'érosion de son identité distincte[17]. La langue n'est pas le seul élément constitutif de la société camerounaise anglophone, mais elle est le plus important. Elle représente les clivages politiques, économiques et sociaux entre les régions anglophones et le reste du Cameroun. C'est également l'élément qui transcende toutes les classes sociales.

La fin du fédéralisme marque aussi le début du problème de la représentation des anglophones dans les institutions politiques camerounaises, qui a attisé les tensions.

14. MINTEU-KADJE Danielle et PREMAT Christophe, « Leçons de l'élection présidentielle camerounaise de 2018 : Le changement dans la continuité », *Sens public*, vol. 2, 2019, p. 15.
15. NKOT Pierre Fabien, « Le référendum du 20 mai 1972 au Cameroun : analyse de quelques tendances de la doctrine », *Les Cahiers de droit*, vol. 40, n° 3, 1999, p. 689-690.
16. RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François, *op. cit.* 4, p. 6.
17. OKEREKE Nna-Emeka, « Analysing Cameroon's Anglophone Crisis », *Counter Terrorist Trends and Analyses*, vol. 10, n° 3, 2018, p. 8.

En 1975, Paul Biya est nommé Premier ministre, alors que ce poste était normalement réservé à un anglophone. Puis, en 1979, le Premier ministre est nommé substitut du Président, ce que les élites anglophones interprètent comme un autre obstacle pour qu'un anglophone accède à la présidence[18]. Initialement, le nouveau président Paul Biya s'était engagé à préserver les quotas régionaux imposés par la loi camerounaise, mais cette politique d'équilibre régional a finalement été délaissée au profit d'une « *hégémonie politico-administrative des Béti*[19]*,* » le groupe communautaire dont est originaire Paul Biya.

En 1975, après l'abandon du fédéralisme, la deuxième étoile du drapeau camerounais, ajoutée en 1961 pour représenter les régions anglophones, a été supprimée[20]. Puis, en 1984, une révision constitutionnelle a permis au président Paul Biya de revenir au nom que le pays a brièvement eu avant 1961, soit la « République du Cameroun », supprimant le mot « unie » de l'intitulé[21]. Selon Nadine Machikou, professeure à l'Université Yaoundé 2, la fédération n'était conçue que comme « *une phase transitoire de l'intégration totale de la région anglophone dans un État unitaire*[22] ». Le fédéralisme avait moins vocation à établir une stricte égalité entre les deux identités et les deux héritages culturels qu'à mener à un ensemble unitaire dominé par les francophones. Ainsi, l'abandon du fédéralisme fut synonyme de la perte de certaines structures politiques, judiciaires et économiques pour les régions anglophones, pour qui le système francophone apportait plus d'inégalités.

Un exemple de perte de ces structures réside dans la propriété des terrains agricoles dans le Cameroun anglophone[23]. Les Britanniques se basaient sur les formes locales de gouvernance et d'organisation, notamment sur la notion de partage commun des terres sur lequel reposait la sécurité d'un village. La structure de gouvernance française reposait sur un système de cadastre selon lequel l'obtention d'un titre donne droit à la propriété et à l'exploitation d'une parcelle. Dans les années 1970, après la fin du fédéralisme, le système francophone de cadastre fut imposé à l'ensemble du Cameroun.

Cependant, l'obtention d'un titre de cadastre restait trop cher pour de nombreuses communautés qui ont vu leurs terres reprises par des compagnies privées ou par l'État, faute de certificat officiel de propriété.

---

18. LUNTUMBUE Michel et TSAFACK Delmas, « Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) : Radioscopie et trajectoire d'un parti présidentiel », *GRIP*, note n° 35, 21 octobre 2016, p. 8.
19. LUNTUMBUE Michel et TSAFACK Delmas, *op. cit*. 18, p. 21.
20. BERRY Bruce, « Cameroon », *Flags of the World*, 26 décembre 2018.
21. MAURY Jean-Pierre, « Cameroun », *Digithèque de matériaux juridiques et politiques*, 2011.
22. MACHIKOU Nadine, « Utopie et dystopie ambazoniennes : Dieu, les Dieux et la crise anglophone au Cameroun », *Politique africaine*, vol. 2, n° 115, 2018, p. 17 et 129.
23. KAUSHAL Tanushree, « Contextually engendering conflict analysis : the case of the Anglophone conflict in Cameroon », *The Graduate Institute Geneva*, Gender Centre Working Paper 11, 2020, p. 5-7.

La perte des terres au profit d'entreprises privées exploitant les richesses agricoles et énergétiques de la région a progressivement bouleversé l'ordre social établi et a laissé place à de nouvelles relations sociales au sein des communautés du Cameroun anglophone[24].

Dès les années 1990, la fin du fédéralisme érige un nouvel obstacle à un partage équitable du pouvoir camerounais entre francophones et anglophones[25], notamment par la réintroduction du multipartisme. Ce dernier a conduit à une remise en cause des relations socio-politiques dans les régions anglophones en autorisant la création de nouveaux partis, indépendants du système politique qui avait contribué au dénuement économique des régions anglophones[26]. De manière plus générale, le multipartisme a aussi permis l'expression de sentiments fédéralistes, entraînant des manifestations par la suite violemment réprimées par les forces de sécurité[27].

En réponse à ces heurts, un parti d'opposition, le Front social-démocrate (SDF), fondé sur la lutte contre la domination francophone, a émergé à Bamenda en 1990. John Fru Ndi en est alors le leader et il organise dès 1991 les premières opérations « *villes mortes* »[28], soit des blocus généraux (fermeture des commerces, écoles, administrations…) pour paralyser la vie sociale et économique. Bien que prônant toujours officiellement un fédéralisme à quatre États, le SDF reste ambigu sur la question de l'indépendance. Le parti a été créé en intégrant plusieurs mouvances qui subsistent encore aujourd'hui[29] : certains membres sont plus enclins à la décentralisation, d'autres visent la sécession[30]. Ces divisions internes au SDF démontrent l'absence d'une unanimité au sein du mouvement anglophone.

En 1996, une nouvelle révision de la Constitution reconnaît les « *spécificités de certaines régions dans leur organisation et leur fonctionnement* » [31] ouvrant la porte à une possible décentralisation qui pourrait donner lieu à un retour au fédéralisme souhaité par de nombreux anglophones.

---

24. KAUSHAL Tanushree, *loc. cit.* 23.
25. NKOT Pierre Fabien, *op. cit*. 15, p. 672.
26. KAUSHAL Tanushree, *op. cit.* 23, p. 7.
27. NKOT Pierre Fabien, *loc. cit*. 15.
28. KENFO Joseph Tchinda, « Le Cameroun face aux nationalismes régionaux : une autopsie du malaise anglophone », *Conseil québécois d'études géopolitiques, Université Laval*, 27 octobre 2017, p. 5.
29. NGUINI, Mathias Eric Owona, « 'Social Democratic Front' : un parti d'opposition entre charisme et bureaucratie », dans Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire, ed. Luc Singjoun, Dakar, Sénégal : CODESRIA, 2004, p. 262.
30. *International Crisis Group*, « Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads », rapport n° 250, 2 août 2017.
31. *La Constitution du Cameroun,* République du Cameroun, 1996, art. 62, alinéa 2.

Il s'avère toutefois rapidement que cette révision ne répond pas à leurs attentes si bien que la population anglophone n'a, à l'heure actuelle, que peu confiance dans les instances nationales, en particulier dans les acteurs régaliens que sont la police, la justice et l'armée[32].

En outre, plusieurs membres de l'élite anglophone seraient mal aimés par la population locale car membres du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) et donc accusés d'être trop proches du pouvoir[33]. Hormis le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, dont l'expérience en poste aux Relations extérieures lui a donné la réputation d'être diplomate[34], les deux autres personnalités anglophones nommées au gouvernement en 2018 – Pauline Nalova Lyonga Egbe et Paul Atanga Nji – divisent. En effet, Pauline Nalova Lyonga Egbe, ministre des Enseignements secondaires, avait envoyé la police pour réprimer les manifestations étudiantes en 2016[35]. Quant à Paul Atanga Nji, ministre d'État de l'administration territoriale et chargé d'entamer un dialogue avec les différents acteurs de la crise, il a déclaré qu'il était « *hors de question de discuter avec les bandits de grand chemin qui perturbent l'ordre public*[36], » en référence aux séparatistes.

De surcroît, plusieurs exemples d'anglophones sous-représentés dans diverses institutions existent toujours. En 2003, seuls 57 anglophones ont été admis aux académies de police, sur 5 000 recrues. La même année, les 12 anglophones recrutés aux douanes se sont vus attribuer des positions juniors, alors que les 160 recrues francophones ont accédé à des grades plus élevés[37].

Plus récemment, en 2016, sur les 138 admis au Centre national de la jeunesse et des sports de Bamenda (Nord-Ouest), deux à peine sont anglophones[38].

---

32. Selon RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François, de l'Institut national de la statistique du Cameroun, *op. cit.* 4, p. 21-22, qui ont basé leur analyse sur une étude du même Institut de 2014 sur « La gouvernance, la paix et la sécurité », plus de 70 % des anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont peu ou pas confiance dans la justice (contre 65 % au niveau national), près de 80 % sont méfiants à l'égard de la police (contre 60 % au niveau du pays) et environ 60 % manquent de confiance dans l'armée (contre 40 %).

33. HOLZBAUER Christine, « Déliquescence du pouvoir camerounais », *Le Monde diplomatique*, décembre 2018.

34. OLIVIER Mathieu, « Cameroun : Joseph Dion Ngute en mission commandée », *Jeune Afrique*, 16 janvier 2019.

35. HOLZBAUER Christine, *loc. cit.* 33.

36. *Au Cameroun anglophone, le ministre Paul Atanga Nji appelle au dialogue*, *RFI*, 29 mars 2018.

37. NATANG Jua et KONINGS Piet, « Occupation of Public Space Anglophone Nationalism in Cameroon », *Cahiers d'études africaines*, n° 175, 2004, p. 609-633. Il est difficile d'obtenir des chiffres précis et récents, mais plusieurs sources consultées font état d'un déséquilibre dans la représentation des anglophones au sein des institutions politiques et administratives du Cameroun, encore aujourd'hui.

38. *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, International Crisis Group, Africa report n° 250, 2 août 2017, p. 13.

Bien que riches en ressources (les gisements pétroliers et la seule raffinerie du pays se trouvent dans le Sud-Ouest), les régions anglophones restent économiquement démunies, le partage des richesses étant réservé aux grands groupes les exploitant et excluant donc la population locale[39]. En 2018, le chômage avoisinait les 40 %, pour une moyenne nationale de 13 %[40]. Ainsi, les doléances de la population anglophone ne sont toujours pas réglées près de 60 ans après l'unification. Cette stagnation explique les tensions croissantes et la méfiance envers les acteurs politiques. Début 2020, plusieurs cadres du SDF ont été menacés par les milices indépendantistes en raison de leur participation aux élections législatives. Ces événements soulignent à la fois la division au sein des élites anglophones et la radicalisation de plusieurs séparatistes[41].

39. PELATAN Marie, « La crise anglophone au Cameroun : raisons, enjeux et solutions », *La Vigie*, 23 novembre 2018.

40. HOLZBAUER Christine, *loc. cit*. 33.

41. FOUTE Franck, « Anglophone crisis in Cameroon : SDF in turmoil as local elections approach », *The Africa Report*, 11 février 2020.

La question de l'attitude du Nigeria dans la crise anglophone

À la suite du référendum de 1961, la frontière commune entre le Nigeria et le Cameroun, longue de près de 2 000 km[42], est devenue source de tensions. En reprenant les principaux éléments d'analyse de Piet Konings[43], on peut observer deux frictions majeures. D'une part, les flux de migrants nigérians vers les régions anglophones ont inspiré la méfiance auprès des Camerounais anglophones. D'autre part, la question de l'appartenance de la péninsule de Bakassi, décidée lors de la décolonisation, est devenue la source d'un différend entre les deux pays. La situation a été résolue seulement en 2008 avec la rétrocession de la péninsule par le Nigeria au Cameroun. Ainsi, ces découpages post-1961 ont mené à des pertes territoriales d'un côté comme de l'autre et ont suscité une défiance du président Ahidjo envers le Nigeria (lui-même originaire du nord du Cameroun, culturellement proche de l'ex *Northern Cameroons*, rattaché au Nigeria).

Cependant, toujours selon Konings, cette frontière a aussi permis, grâce au flux de migrants nigérians vers les régions anglophones du Cameroun, des échanges transfrontaliers formels et informels profitant aux deux voisins. Cet aspect économique pourrait en partie expliquer le soutien d'Abuja envers Yaoundé dans la crise anglophone, malgré les tensions passées.

Le Cameroun reste par ailleurs un allié dans la lutte contre Boko Haram au nord, tandis que le Nigeria doit gérer ses propres problèmes sécuritaires et humanitaires. Les troubles dans les Nord-Ouest et Sud-Ouest et la possibilité d'une autonomie voire d'une indépendance de ces régions pourraient créer un précédent, ce que le Nigeria voit d'un mauvais œil, car il connait lui-même des tensions indépendantistes dans le Biafra (Sud-Ouest)[44]. Le Nigeria a ainsi arrêté des leaders anglophones à Abuja et a lancé une opération militaire à la frontière pour empêcher les combattants nigérians de rejoindre les milices séparatistes dans les régions anglophones[45].

Néanmoins, la crise anglophone a provoqué un afflux de réfugiés camerounais au Nigeria, dont le nombre était estimé, en février 2020, à 60 000[46]. Bien que les Nigérians, surtout à l'Est, conservent une certaine sympathie pour la cause des anglophones camerounais[47], le gouvernement lui-même reste prudent quant à l'attitude à adopter dans la résolution de cette crise. La crainte de devoir gérer un problème semblable dans le Biafra l'incitant à soutenir le gouvernement camerounais.

42. *CIA World Factbook, Cameroon*, 22 juin 2020.

43. KONINGS Piet, *op. cit.* 7, p. 276-298.

Répression contre-productive et compromis fragile

Le Cameroun a connu plusieurs événements qui ont conduit à une accentuation des tensions dès 2016[48]. Au cours des années 2000, les populations des Nord-Ouest et Sud-Ouest ont continué à revendiquer plus d'égalité, sans succès. La hausse des tensions dans cette crise est attribuable à la réponse du gouvernement et à l'usage de la force contre les manifestants[49].

Durant la décennie 2010, le contexte sécuritaire du Cameroun a changé notamment suite aux incursions de Boko Haram. Pour faire face au terrorisme au nord du pays, le Parlement a adopté la Loi antiterroriste n° 2014/028 du 23 décembre 2014, promulguée par le président Biya. Celle-ci condamne tout acte ou menace dans l'intention :

> « *a) d'intimider la population, de provoquer une situation de terreur ou de contraindre la victime, le gouvernement et/ou une organisation nationale ou internationale, à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque, à adopter ou à renoncer à une position particulière ou à agir selon certains principes ;*
>
> *b) de perturber le fonctionnement normal des services publics, la prestation de services essentiels aux populations ou de créer une situation de crise au sein des populations ;*
>
> *c) de créer une insurrection générale dans le pays* [50]».

Le président camerounais, Paul Biya, y voit un « *atout essentiel* » [51] pour la sécurité nationale. Toutefois, les termes vagues de la loi permettent une interprétation large de ce qui constitue un acte terroriste. Elle a suscité de nombreuses réactions parmi les juristes et opposants politiques camerounais qui craignent qu'elle ne s'applique *de facto* à toute contestation politique[52].

---

44. International Crisis Group,« Cameroon's Anglophone Crisis : How to Get to Talks ? », *Report n° 272, Africa*, 2 mai 2019.
45. International Crisis Group, *loc. cit.* 44.
46. OLIVIER Mathieu, « Cameroon's Anglophone crisis : No dialogue between close enemies », *The Africa Report*, 25 février 2020.
47. International Crisis Group, *loc. cit.* 44.
48. *Note Cameroun : Crise du Cameroun anglophone*, Confédération suisse, Secrétariat d'État aux migrations, 24 septembre 2018, p. 9.
49. PETRIGH Cynthia, « Le conflit anglophone au Cameroun : Un dialogue sans partenaires », *IFRI*, octobre 2019.
50. *Loi n° 2014/028 du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme*, République du Cameroun.
51. BERTOLT Boris, « 'L'ennemi est parmi nous' : Les usages politiques de la loi antiterroriste au Cameroun », *Journal des anthropologues*, novembre 2018, p. 99-100.
52. BERTOLT Boris, *op. cit.* 51, p. 88.

En effet, la remise en cause de l'État et de sa gouvernance est perçue comme une menace pour la souveraineté du pays. Celui qui se rend coupable de propos allant dans ce sens devient un ennemi, car il s'attaque au pouvoir et à l'autorité. Selon Boris Bertold, de l'Université du Kent, la loi antiterroriste est devenue un « *outil entre les mains du pouvoir central pour consolider son hégémonie et réduire au silence les revendications politiques, économiques et sociales qui attestent de la faillite de la gouvernance politique*[53], » donc un outil facilement opposable aux manifestants anglophones.

Les groupes protestataires séparatistes rassemblés sous le leadership de Sisiku Julius Ayuk Tabe au sein du *Southern Cameroon Ambazonia Consortium United Front* (SCACUF)[54] soutiennent, en octobre 2016, le lancement d'une grève contre la « *francisation et la francophonisation du droit et de la justice*[55] », par les avocats de la ville de Bamenda. En effet, même si la loi camerounaise impose le bilinguisme dans toutes les publications législatives, il arrive que certaines lois soient promulguées avant d'être traduites. Les erreurs de traduction sont également fréquentes à cause du manque d'expérience des traducteurs, conduisant au retrait de certains textes[56]. Il semble que le français continue de prédominer dans l'administration, contraignant les anglophones à devenir bilingues. Alors que les francophones peuvent s'adresser en français à l'administration dans toutes les régions du Cameroun, l'usage de l'anglais dans les administrations des régions francophones n'est généralement pas possible[57].

En novembre 2016, des grèves enseignantes éclatent contre l'emploi de professeurs non anglophones. Les professeurs sont rejoints dans leur lutte par des étudiants et des avocats aux préoccupations similaires. Le mouvement est brutalement réprimé par les forces de l'ordre ce qui, début 2017, débouche sur un rassemblement anti-gouvernemental violent[58]. De nombreuses arrestations ont lieu, dont celle de Felix Agbor-Balla, défenseur des droits humains et président du *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* (CACSC)[59], une organisation fédéraliste désormais interdite au motif qu'elle mettrait en danger la Constitution et qu'elle serait « *susceptible de compromettre la sécurité de l'État, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et l'intégration*[60]. »

53. BERTOLT Boris, *op. cit.* 51, p. 103.
54. OKEREKE Nna-Emeka, *op. cit*. 17, p. 10.
55. RAZAFINDROKOTO Mireille et ROUBAUD François, *op. cit*. 4, p. 7.
56. *Cameroun, République du Cameroun*, Université de Laval, 14 mai 2019.
57. Université de Laval, *Ibid*.
58. *Rapport mondial 2019 : Cameroun, événements de 2018*, Human Rights Watch, 2019.
59. *Nkongho Felix Agbor Balla détenu et sous le coup de huit chefs d'accusation devant un tribunal militaire*, Front Line Defenders, 1er septembre 2017.
60. TEKE Elvis, « SCNC and the Cameroon Anglophone Civil Society Consortium banned », *CRTV*, 18 janvier 2017.

Dès 2017, le gouvernement utilise la loi antiterroriste de 2014 contre les leaders anglophones participant aux contestations[61], ainsi que contre les journalistes tentant de rapporter ces événements[62].

Lors de ses vœux à la nation de décembre 2016, le président Biya a cherché à décrédibiliser les indépendantistes en les qualifiant de « *manifestants extrémistes, manipulés et instrumentalisés*[63]. » Les « *manipulateurs* » ainsi étiquetés sont essentiellement les membres de la diaspora anglophone camerounaise opposés à la gouvernance actuelle du Cameroun et qui soutiennent financièrement les mouvements indépendantistes[64].

Malgré un discours peu conciliant, le gouvernement a fait un geste vers l'apaisement, mais sans succès. En 2017, il a annoncé la création d'une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, l'ouverture d'une branche de *Common Law* (droit d'inspiration anglo-saxonne, appliqué dans les régions anglophones mais peu connu des juristes camerounais francophones) à l'École nationale d'administration et de magistrature et un effort pour recruter davantage d'enseignants et de magistrats anglophones[65]. En janvier 2018, 1 000 jeunes diplômés bilingues sont embauchés afin d'enseigner dans les filières techniques et scientifiques des lycées du pays[66].

Le 1er octobre 2017, la crise a franchi un nouveau palier lorsque des militants sécessionnistes ont proclamé symboliquement l'indépendance de l'« *Ambazonie.* » La répression du gouvernement est sanglante. Selon l'*International Crisis Group*, elle a fait 40 morts, plus d'un millier de blessés et des centaines de personnes ont été arrêtées et abusées (violences sexuelles, destructions de propriétés et pillages). Elle a aussi eu pour effet de radicaliser le mouvement de contestation. Pour un nombre croissant d'anglophones, l'indépendance est alors devenue la seule alternative[67].

61. BERTOLT Boris, *op. cit.* 51, p. 102.
62. *Journalistes, pas terroristes*, Comité pour la protection des journalistes, 20 septembre 2017.
63. BIYA Paul, « Message du Chef de l'État à la Nation » [discours], *À l'occasion de la fin d'année 2016 et du Nouvel An 2017*, Yaoundé, le 31 décembre 2016, p. 3.
64. FRÖHLICH Silja et KÖPP Dirke, « Who are Cameroon's self-named Ambazonia secessionists ? », *Deutsche Welle*, 30 septembre 2019.
65. BIYA Paul, « Message du Chef de l'État à la Nation » [discours], *Grand Dialogue National*, Palais des Congrès de Yaoundé, 30 septembre au 04 octobre 2019.
66. NGON Otric, « Des contrats pour les 1000 diplômés bilingues présélectionnés pour le recrutement à la fonction publique », *Cameroun Info*, 11 janvier 2018.
67. *International Crisis Goup*, « Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes », *Crisis Goup Briefing Afrique*, n° 130, 19 octobre 2017, p. 1-2.

En outre, l'extradition de Sisiku Ayuk Tabe depuis le Nigeria, puis son emprisonnement au Cameroun en 2018, a laissé la place à des leaders plus radicaux[68] qui se sont avérés soit partisans des violences, soit incapables de s'opposer aux exactions commises par les milices indépendantistes[69]. Le climat de violence incite à la radicalisation des positions et pousse la population, qui est une cible des brutalités, à choisir entre l'indépendance ou le *statu quo*[70].

Selon *Human Rights Watch*, les deux camps ont perpétré tueries, agressions indiscriminées, vols et incendies de bâtiments publics ou d'habitations privées dès la fin 2018. En réponse à la violence des séparatistes, dès 2018, le gouvernement a déployé contre les manifestants sa Brigade d'intervention rapide (BIR), unité de lutte contre-terroriste que *Human Rights Watch* a jugé disproportionnée. Cette organisation précise aussi que la majorité des crimes commis par les forces gouvernementales reste impunie[71]. En avril 2020 cependant, le gouvernement a admis la responsabilité de ses forces de sécurité dans le massacre de Ngarbuh, qui a coûté la vie à 21 civils dont 13 enfants dans le Nord-Ouest. Cette reconnaissance est suivie d'une enquête menée par une commission gouvernementale, une première dans la crise anglophone et une initiative saluée par *Human Rights Watch*[72]. Cependant, le 3 septembre 2020, alors que séparatistes et forces de l'ordre s'affrontent à Bamenda (Nord-Ouest), après le meurtre d'un policier[73], la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés du Cameroun recommande le renforcement du « *dispositif sécuritaire sur toute l'étendue du territoire* »[74], en particulier dans les régions anglophones.

La répression du gouvernement ayant échoué à mettre fin aux contestations, Yaoundé a ouvert, en septembre 2019, un « *Grand dialogue national* » dont l'ambition est de trouver une solution pérenne à la crise. Ayant banni les indépendantistes des débats, le gouvernement a campé sur sa position de décentralisation du pouvoir, alors que les représentants anglophones présents, peu représentatifs de l'ensemble de la diversité de l'électorat anglophone, se sont montrés plus favorables au retour du fédéralisme.

---

68. O'GRADY Siobhán, « Divided by Language », *Washington Post*, 5 février 2019.
69. *Cameroon : horrific violence escalates further in Anglophone regions*, Amnesty International, 18 septembre 2018.
70. *International Crisis Group*, *loc. cit.* 30.
71. *Cameroon : New Attacks on Civilians By Troops, Separatists*, Human Rights Watch 28 mars 2019.
72. ALLEGROZZI Ilaria, « Une avancée dans la lutte contre l'impunité au Cameroun ? », *Human Rights Watch*, 25 juin 2020.
73. DJIMADEU Christian, « Cameroun : un policier assassiné ce 1er septembre 2020 à Bamenda », *Journal du Cameroun*, 1er septembre 2020.
74. EPOK Gustave, « Crise anglophone : la Cndhl demande le renforcement du dispositif sécuritaire », *Actu Cameroun*, 3 septembre 2020.

Ce dialogue a débouché sur un « *consensus*[75] » qui permet au Parlement d'adopter en décembre 2019 un texte de loi accordant un « *statut spécial* »[76] aux régions anglophones. Une fois mis en œuvre ce texte obligerait Yaoundé à consulter les assemblées locales en matière d'éducation et d'application du droit dans leurs régions.

Ce statut n'est pas encore appliqué. Il souffre de plusieurs flous dont un manque de précision quant aux modalités de la consultation. Il donne aussi à penser qu'il sera toujours possible pour Yaoundé de passer outre les décisions des assemblées anglophones élues[77]. Selon Maurice Kamto, opposant politique et leader du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), ce statut spécial ne changera rien à la condition des régions anglophones et seul le fédéralisme peut mettre un terme à la crise[78]. En novembre 2019, Kamto annonçait que son parti, le MRC, se retirait des élections législatives et municipales de 2020, jugeant que la tenue d'élections en plein crise dans les régions anglophones revenait à nier le statut d'égalité aux habitants de ces dernières[79]. Ainsi, bien que le fédéralisme reste une option possible, la polarisation du débat politique profite surtout, d'un côté, aux défenseurs de l'État unitaire et, de l'autre, à ceux de la sécession.

Même si d'autres figures, comme le chef du SDF fédéraliste John Fru Ndi, tentent de s'imposer afin d'aboutir à un dialogue plus large, il semble que le gouvernement refuse toujours de donner voix au chapitre aux acteurs indépendantistes[80]. En mai 2020, un professeur de l'Université de Buea, Félix Agbor Balla, est exclu du corps enseignant pour avoir transgressé le « *code de conduite et d'éthique de l'université*[81] » en ayant donné à ses élèves une dissertation sur la crise anglophone au Cameroun[82]. Cet exemple illustre l'état de la liberté d'expression dans le pays. On peine à imaginer qu'une issue à la crise est possible s'il est interdit d'exprimer des divergences d'opinion.

---

75. FOUTE, Frank, « Cameroun : le Grand dialogue national s'achève avec un statut spécial pour les régions anglophones », *Jeune Afrique*, 4 octobre 2019.
76. NTUI Arrey Elvis, « Cameroun : Les élections laissent entrevoir une nouvelle domination du parti au pouvoir », *International Crisis Group*, Q&A, 8 février 2020.
77. *Ibid*.
78. TOPONA Eric, « Le plan de Maurice Kamto pour la résolution de la crise anglophone au Cameroun », *Die Welle*, 31 janvier 2020.
79. *RFI*, « Cameroun : le MRC annonce qu'il ne participera pas aux élections législatives », 25 novembre 2019.
80. FOUTE Franck, « Crise anglophone au Cameroun : quels acteurs pour quel dialogue ? », *Jeune Afrique*, 12 novembre 2019.
81. MUDGE Lewis, « No Room for Debate in Cameroon Classrooms », *Human Rights Watch*, 1er mai 2020.
82. WABO Chancelin, « Cameroun/Crise anglophone : Human Rights Watch dénonce le limogeage de Félix Agbor Balla de l'université de Buéa », *Le Bled parle*, 11 mai 2020.

La faible participation aux élections du 9 février 2020 dans les régions anglophones, marquée par la peur d'aller voter, a mené à l'annulation partielle du suffrage à la suite des recours introduits par le SDF[83]. Un scrutin partiel tenu le 22 mars 2020 attribue les 13 sièges restants au RDPC, malgré un taux de participation de seulement 9,52 %[84]. Le parti de Paul Biya continue de contrôler les institutions législatives du pays pendant que la marge de manœuvre de ses opposants et des autres acteurs de la crise anglophone demeure limitée.

Conclusion : vers un dialogue apaisé ?

Le conflit que traverse actuellement le Cameroun trouve ses racines dans les politiques coloniales et postcoloniales pratiquées dans les territoires concernés. Des négligences et des espoirs déçus ont alimenté un profond sentiment de marginalisation et d'injustice chez les anglophones du Cameroun. Une partie des anglophones s'estime ainsi abandonnée par le pouvoir central et ne croit plus ni en sa capacité ni parfois en sa volonté de résoudre les inégalités politiques, économiques et sociales.

La communauté internationale est restée – et continue d'être – discrète sur ce sujet. C'est le cas en particulier de la France, l'ancienne puissance coloniale dominante en Afrique de l'Ouest. Il faut dire qu'au moindre mot, les accusations d'ingérences sont immédiates. Les propos du président Macron, à la suite du massacre de Ngarbuh attribué à l'armée[85] en février 2020, ont d'ailleurs été vivement critiqués par le gouvernement camerounais[86]. En ce qui concerne les puissances régionales voisines du Cameroun, elles sont avant tout préoccupées par leurs propres défis internes. La République démocratique du Congo est affaiblie par vingt ans de crise de gouvernance interne et par les métastases héritées du génocide rwandais, tandis que le Tchad doit composer avec les conflits au Sahel qui traversent son territoire. On constate aussi que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ne semble pas disposer ni de la volonté ni du crédit suffisant pour s'imposer comme médiatrice.

---

83. *Le SDF obtient l'annulation partielle des élections dans le Noso*, *Actu Cameroun*,26 février 2020. Voir aussi : FOUTE Franck, « Au Cameroun, les premières leçons d'un scrutin boudé par les électeurs », *Jeune Afrique*, 11 février 2020. Selon *Human Rights Watch* (« Cameroun : Violences électorales dans les régions anglophones », 12 février 2020), les personnes souhaitant participer aux élections en tant que candidat ou électeur ont été prises pour cible par les séparatistes durant les semaines précédant les élections.

84. ZRA Dieudonné, « Législatives partielles 2020 : le #RDPC rafle les 13 sièges en compétition », *CRTV*, 7 avril 2020.

85. AFP, « Massacre au Cameroun : Emmanuel Macron dénonce 'des violations des droits de l'homme' », *Jeune Afrique*, 22 février 2020.

86. FOUTE Franck, « Tollé général au Cameroun après les propos d'Emmanuel Macron », *Jeune Afrique*, 24 février 2020.

En 2018, elle déclarait que la crise anglophone était un problème interne au Cameroun qui se réglerait donc sans intervention extérieure[87]. Quant au Nigeria, bien qu'il soit sensible à la cause anglophone, la menace d'une crise au Biafra pousse Abuja à soutenir Yaoundé ou du moins à la ménager.

* * *

Auteure

Julie Claustre *est assistante de recherche au GRIP dans la section « Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique » et diplômée de l'Université d'Aberdeen (Royaume-Uni).*

87. OTTOU Aboudi, « Crise anglophone : La CEEAC craint une ingérence au Cameroun », *Journal Intégration*, 15 août 2018.